



L'essentiel politique

Urgent

du mercredi 10 septembre 2014
de la part de Stéphane Le Foll

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Face à la nouvelle donne conjoncturelle européenne qui est difficile (croissance très faible et ralentissement non anticipé de l'inflation), nous devons tenir un langage de vérité.

Nous devons adapter le rythme de baisse des déficits sans renoncer ni au sérieux budgétaire ni à nos engagements.

Le Gouvernement maintient le cap avec détermination et pragmatisme : le cap du plan d'économies de 50 Mds€ ; le cap du pacte de responsabilité et de solidarité ; le cap des réformes en faveur du dynamisme de notre économie et de la modernisation de l'action publique.

Le cap qui est le nôtre, c'est celui de la réduction de nos déficits à un rythme compatible avec le retour de la croissance.

La France et l'ensemble de la zone euro sont confrontés depuis quelques mois à une situation exceptionnelle : une croissance très faible et un ralentissement de l'inflation que personne n'avait anticipé.

Le gouvernement a choisi un discours de vérité et de transparence :

- Du fait du ralentissement non anticipé de l'inflation et d'une **croissance annuelle très faible pour 2014 de 0,4%**, les recettes publiques sont moins élevées qu'attendues.
- De fait, **le déficit public sera de 4,4% de PIB en 2014.**
- **Le gouvernement assume ce déficit. Rien ne serait pire que de plonger le pays dans l'austérité et de fragiliser la reprise économique.**

Pour 2015, le gouvernement a décidé de tenir ses engagements et de maintenir le cap :

- **Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts.** Les engagements de baisse d'impôt en faveur des classes moyennes seront tenus. Pour la première fois depuis 4 ans, aucune mesure générale ne viendra augmenter l'impôt sur le revenu des Français avec des effets retardés, comme l'a fait la suppression de la demi-part des veuves votée en 2008.
- **Les engagements du Pacte de Solidarité et de responsabilité seront tenus dans leur intégralité et selon le calendrier prévu : un effort de 40 Mds€** en 4 ans est fait en faveur des entreprises, dont 12 milliards en 2015. Elles doivent saisir cette opportunité pour investir et embaucher.
- **Les réformes engagées** pour renforcer notre économie seront poursuivies et amplifiées : la simplification des entreprises, la diminution du nombre des collectivités et la clarification de leurs compétences, le projet de loi sur la croissance pour redonner du pouvoir d'achat.
- **Les engagements pris sur les économies de dépenses seront tenus : 50 Mds€** d'ici 2017, dont 21 Mds€ dès 2015.
- Cette stratégie permettra en 2015 de réduire légèrement le déficit (4,3%) **selon un rythme compatible avec la croissance.**

Le gouvernement souhaite peser pour une adaptation du cadre européen à la panne de croissance :

- « **Il y a un problème français et un problème européen** » (M. Sapin, 14/08/14). L'Italie est en récession (-0,2% après -0,1% au T1) et l'Allemagne enregistre une croissance négative **de 0,2% au T2**. La croissance globale de la zone euro stagne et l'inflation européenne est de 0,4%.
- « **Nous agissons en France, il faut agir en Europe** » (M. Sapin, 14/08/14).
- Il faut une politique monétaire qui soit plus favorable à la croissance. La Banque centrale l'a décidé. La baisse de l'euro (7% depuis juin par rapport au dollar) est une bouffée d'oxygène.
- « **Nous devons porter, au niveau européen, des programmes d'investissements ambitieux**. C'est par l'investissement public et par l'investissement privé, que l'Europe et donc la France, retrouveront une croissance solide et durable » (M. Sapin, 14/08/14). Il faut aussi des rythmes de réduction des déficits adaptés à la situation pour ne pas casser la reprise. Ceci suppose d'utiliser les flexibilités du Pacte de Solidarité et de Croissance. La France porte ces débats en Europe.